

## Réponses de l'UIC au Livre Vert Energie-Climat de la Commission européenne

La **politique énergétique** est une des bases permettant la viabilité des politiques industrielles et économiques. La **politique climatique** est, de son côté, un enjeu majeur du développement durable car elle traite des impacts environnementaux qui ne peuvent être appréhendés à l'échelle d'une entreprise. Problématiques de l'énergie et de climat sont quasiment indissociables pour la plupart des secteurs de l'économie. Cette assertion reste vraie pour le secteur de la chimie, bien que celui-ci présente deux particularités fortes : l'usage des produits pétroliers comme matières premières, et l'émission de gaz à effet de serre au cours de certains de ses procédés.

L'UIC porte la voix des industriels de la chimie en France. Le secteur de la chimie a une place majeure dans l'économie française<sup>1</sup> :

- ☞ 88,9 Mds€ de chiffre d'affaire par an ;
- ☞ 3,7 Mds€ d'investissements par an ;
- ☞ 1,5 Mds€ pour la recherche et développement par an ;
- ☞ 4,4 Mds€ d'excédent de balance commercial ;
- ☞ 200 000 salariés directs, 500 000 avec les emplois induits, près de 5000 chercheurs et plus de 2500 brevets déposés par an.

Par ailleurs, **l'industrie chimique est fer de lance de la lutte contre le changement climatique**. Depuis 1990 l'industrie chimique française a réduit de 50% ses émissions de gaz à effet de serre tout en proposant à l'ensemble de la chaîne de valeur toujours plus de produits innovants permettant la lutte contre le changement climatique.

### 1. Généralités

- *Quelles leçons tirées du cadre pour 2020 et de l'état actuel du système énergétique de l'UE sont les plus importantes aux fins de l'élaboration des politiques pour 2030?*

Du point de vue de l'UIC, la politique énergétique de l'UE permet l'essor rapide de nouvelles technologies de l'énergie via une politique d'investissement qui dynamise le secteur. Malheureusement, la contrepartie de cette politique est une dégradation des conditions d'accès à l'énergie et à des inquiétudes sur la sécurité d'approvisionnement. Pour améliorer la politique énergie – climat à l'horizon 2030, il est nécessaire de faire le constat des impacts de la politique des « 3x20 » :

---

<sup>1</sup> Chiffres 2012

- ☞ **les hypothèses fondamentales de cette politique sont aujourd'hui caduques** : (1) la crise économique restreint nos capacités d'investissement de façon qui n'avait pas été anticipée ; (2) il n'y a pas eu d'accord international structurant sur le climat pour la période 2013-2020 ; (3) la révolution des gaz de schiste aux Etats-Unis rend critique la nécessité d'une compétitivité de l'énergie pour une large partie du secteur de la chimie en Europe.
- ☞ **Une stratégie climatique durable ne doit pas éluder les problématiques économiques.** Se fixer des objectifs environnementaux figés, sans conditions, est voué à l'échec.
- ☞ Dans le même ordre d'idée, **une stratégie viable sur le long terme doit tenir compte de l'évolution du contexte international** dans le domaine de l'énergie et du climat.
- ☞ Les récents désaccords sur l'efficacité du marché du carbone montrent qu'il **manque un critère réaliste et partagé par l'ensemble des acteurs sur l'évaluation de l'efficacité la lutte contre le changement climatique** : Est-ce atteindre ses objectifs ? faire mieux que ses objectifs ? financer massivement tout système « vert » quel que soit son efficacité ? chercher à optimiser le gain « climat » suivant un budget donné ?
- ☞ **Les principaux centres d'émissions de gaz à effet de serre et les plus larges potentiels de réduction ne se situent plus en Europe.** Se fixer des contraintes unilatérales n'a donc qu'un effet limité sur le climat pour un effort important. Il est plus que temps de concentrer ses efforts sur la fédération autour d'un accord mondial contraignant.
- ☞ Telle qu'elle est construite, **la politique européenne récompense l'effort dans le domaine du climat par une exportation de nos émissions et de nos emplois.** Le contenu carbone de nos importations augmente alors que les émissions de l'UE *intra muros* diminuent, ce qui remet en cause la position exemplaire de l'Union Européenne : l'empreinte carbone de notre consommation ne fait qu'augmenter.
- ☞ **Avant de fixer des objectifs pour une période, il est nécessaire d'évaluer le potentiel technique atteignable sur cette période.** Nous préconisons une approche dite « bottom up » où les secteurs consommateurs et ceux fournisseurs de solutions s'accordent sur les données permettant d'évaluer les potentiels et les coûts.

## 2. Objectifs

- *Quels objectifs à l'horizon 2030 seraient les plus efficaces pour dynamiser la réalisation des objectifs de la politique en matière d'énergie et de climat ? À quel échelon devraient-ils s'appliquer (UE, États membres, secteurs) et dans quelle mesure devraient-ils être juridiquement contraignantes ?*

**Côté politique climatique, l'objectif unique doit être la réduction des émissions de gaz à effet de serre** en ligne avec les objectifs de l'Union Européenne dans le cadre des négociations internationales.

**Côté politique énergétique, le double objectif est de fournir aux industriels l'énergie dans des conditions de prix et de sécurité d'approvisionnement** permettant l'exercice de leur activité dans des conditions attractives.

Energie et climat étant liés, il est nécessaire de renforcer la prise en compte de chacun de ses objectifs dans la mise en œuvre politique des autres objectifs, et non uniquement subordonner la politique énergétique à celle du climat.

Il est également fondamental de renforcer l'estimation des impacts des politiques énergie et climat sur les filières les plus exposées au double risque de « **fuite** [en raison du prix du] **carbone** » et de « **fuite** [en raison du prix de l']**énergie** ».

En conséquence, nous notons quatre points majeurs :

- ☞ **Il est nécessaire de repenser la manière de fixer les cibles sur un critère d'efficacité réelle de lutte contre le changement climatique**, notamment en concentrant davantage d'efforts sur les secteurs diffus.
- ☞ **Le concept des « cibles absolues » a montré ses limites**, et il faut désormais travailler davantage sur des concepts d'intensité énergétique et d'intensité carbone de la production.
- ☞ **Il ne faut plus considérer qu'une « bonne » politique énergétique est une politique qui augmente les prix de l'énergie**. Le contexte économique international montre que les prix de l'énergie ne sont pas systématiquement en hausse continue.
- ☞ **Les émissions importées de l'Union Européenne ne doivent plus être oubliées des politiques publiques**, sinon c'est une incitation majeure aux fuites carbone et énergie.

- *A-t-on relevé des incohérences dans les objectifs fixés pour 2020, et dans l'affirmative, comment mieux garantir la cohérence en la matière à l'horizon 2030?*

L'incohérence ne se situe pas au niveau des objectifs mais de la lecture des résultats. Nous partageons l'analyse du Livre Vert : **les politiques de soutien aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ont représenté des incitations qui se sont substituées à celles du marché du carbone**.

Le marché du carbone est aujourd'hui dans un **rôle de vérification** du niveau global d'émission des entreprises qui sont soumises à la directive EU ETS. **Si ce rôle est cohérent avec sa nature** et sa structure, il pose la question politique de la visibilité de la lutte contre le changement climatique. **Un prix du carbone faible donne l'illusion d'une lutte contre le changement climatique inefficace, alors que c'est précisément le contraire**.

**Nous sommes partisans d'un ETS comme outil ayant un rôle central dans l'action climatique européenne**, car les politiques de soutien aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ont largement été nationales plus qu'européenne, et ont donc engendré une disparité forte dans l'effort réalisé par les Etats membres pour réaliser les 3x20. Celles-ci sont nécessaires, mais ne devraient pas revêtir d'un objectif contraignant, au contraire des objectifs sur les gaz à effet de serre.

- *Des objectifs sous-sectoriels applicables par exemple aux transports, à l'agriculture, à l'industrie, sont-ils appropriés, et dans l'affirmative, lesquels? À titre d'exemple, un objectif lié aux énergies renouvelables est-il nécessaire pour les transports, compte tenu des objectifs de réduction des*

### *émissions de CO2 applicables aux voitures particulières et aux véhicules utilitaires légers?*

Nous constatons une complexité croissante du marché du carbone et une dégradation de la lisibilité de la lutte contre le changement climatique au niveau de l'Union Européenne. Nous pensons que, même si des exceptions comme la liste des secteurs exposés au risque de fuite carbone sont nécessaires, il est fondamental de garder un outil le plus simple possible. **La lisibilité du marché impose, autant que possible, l'existence d'un prix unique du carbone.**

Des cibles particulières peuvent être néanmoins pertinentes en ce qui concerne les secteurs dont les émissions sont de nature majoritairement diffuses. Egalement, la dissociation production d'électricité / industrie doit être conservée car les problématiques du secteur de production d'électricité sont très spécifiques.

- *Comment mieux tenir compte de la viabilité économique et du degré variable de maturité des technologies dans les objectifs du cadre pour 2030?*

Si, pour atteindre ses objectifs, l'Union Européenne doit supporter massivement des filières de production d'énergie coûteuses et non compétitives, elles auront un poids majeur dans l'évolution des prix de l'énergie. Il est nécessaire d'éviter une situation où les coûts de l'énergie continueraient à augmenter jusqu'à un niveau qui ne sera plus viable économiquement.

**Il est nécessaire de prendre en compte la capacité des énergies nouvelles à diminuer leurs coûts dans la durée en proposant un soutien dégressif dans le temps**, et en maîtrisant le budget annuel alloué au soutien aux énergies renouvelables, ainsi que leur intégration dans le mix énergétique. Les subventions devraient être accordées en contrepartie d'objectifs de compétitivité et de fiabilité d'approvisionnement sur le long terme afin d'assurer leur insertion dans le mix énergétique.

- *Comment évaluer les progrès accomplis en relation avec d'autres aspects de la politique énergétique de l'UE, tels que la sécurité d'approvisionnement, qui ne sont pas nécessairement intégrés dans les objectifs principaux?*

Il y a un besoin fort que le niveau européen reprenne en main la question de la compétitivité énergétique de l'UE et de la sécurité d'approvisionnement de ses réseaux énergétiques. **Les pays de l'UE ne sont pas des îles, leurs interconnexions font que les politiques des uns impactent les réseaux des autres.**

- ☞ A court terme, **la fusion des marchés européens de l'énergie** doit être une priorité sur la période 2020-2030.
- ☞ Sur le moyen terme, il est nécessaire **de travailler sur l'ETS afin d'assurer la compatibilité d'une lutte contre le changement climatique ambitieuse et d'une prévention de la fuite carbone** qui menacerait la réindustrialisation de l'Europe. Il est nécessaire de considérer **les sources**

**de gaz non conventionnels comme un moyen d'assurer la transition vers une économie faiblement carbonée.**

- ☞ Pour assurer le long terme, il est nécessaire de poursuivre une **politique d'investissement et d'innovation**, notamment centrée sur les stratégies permettant d'atteindre nos objectifs à moindre coût.

### 3. Instruments

- *Des changements sont-ils nécessaires dans d'autres instruments et quels sont leurs interactions, y compris entre les échelons de l'UE et des États membres?*

La création d'une économie sobre en carbone nécessite une politique concertée sur les sujets environnementaux, industriels, énergétiques et de la recherche. **Cela ne signifie pas de contraindre les autres politiques aux enjeux environnementaux, mais d'avoir une approche multi-critères** pour trouver un optimal pour la société européenne. Les critères à prendre en compte sont essentiellement :

- ☞ **Les émissions de gaz à effet de serre** (et autres impacts environnementaux)
- ☞ **L'emploi**
- ☞ **La croissance et la compétitivité de notre économie**
- ☞ **La sécurité d'approvisionnement en énergie**

L'avis de l'UIC est d'éviter toute politique énergie-climat qui ignorerait un de ces critères ou en relèguerait un à un plan moins important.

- *Comment définir au mieux des mesures spécifiques à l'échelon de l'UE et au niveau des États membres afin d'optimiser le rapport coût-efficacité dans la réalisation des objectifs en matière de climat et d'énergie? Par exemple, le Fonds de développement régional européen pour 2014-2020 et le mécanisme pour l'interconnexion en Europe proposés.*

Dans le domaine de l'énergie, de multiples solutions sont disponibles. Il est pertinent pour des raisons stratégiques de soutenir la recherche, l'innovation et le développement de pilotes pour un vaste portefeuille de nouvelles énergies. En revanche, **les choix impactant significativement les mix énergétiques doivent procéder à un arbitrage prenant en compte les critères mentionnés à la question précédente.**

Un principe général à adjoindre est de rendre transparents les coûts, les critères de choix, et la source de financement. La durabilité sociale et économique de chaque mesure devrait également faire l'objet d'études préalables.

- *Comment éviter au mieux la fragmentation du marché intérieur de l'énergie, particulièrement en relation avec la nécessité d'encourager et de mobiliser les investissements?*

De grands principes d'ouverture des marchés ont été définis au niveau européen. Nous demandons leur application dans le respect des spécificités de chaque pays. **Pour financer les interconnexions et mieux valoriser le développement des**



**énergies renouvelables dans les zones géographiques où elles font du sens, le rôle d'une politique européenne de l'énergie est fondamental.**

- *Quelles mesures peut-on envisager pour réaliser des économies d'énergie supplémentaires au meilleur rapport coût-efficacité?*

L'UIC se félicite de l'exemple français des certificats d'économie d'énergie (certificats blancs) et du dynamisme qu'ils suscitent dans le domaine de l'efficacité énergétique. Nous invitons les Etats membres à partager le retour d'expérience sur le système français, encore à améliorer. **Ce système sera d'autant plus performant qu'il sera élargi au niveau européen, ce qui permettra l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'UE à moindre coût**, suivant le même principe fondateur que l'ETS. Ce serait un prolongement logique de la politique d'ouverture des marchés de l'énergie.

- *Comment les politiques de l'UE en matière de recherche et d'innovation peuvent-elles appuyer au mieux la réalisation du cadre pour 2030?*

Nous ne disposons pas à l'heure actuelle des technologies adéquates pour le succès d'objectifs ambitieux pour 2030. Il est donc essentiel **d'associer, d'intensifier et d'orienter les politiques de recherches sur les problématiques d'énergie et de climat**, en prenant toujours l'approche multi-critères comme objectif. Le secteur de la chimie est déjà au cœur de nombreux programmes de recherche et l'UIC espère que l'UE et ses Etats membres supporteront les initiatives des entreprises et fédérations de la chimie en Europe.

#### **4. Compétitivité et sécurité de l'approvisionnement**

- *Quels éléments du cadre pour les politiques énergétique et climatique pourraient-ils être renforcés afin de mieux promouvoir la création d'emplois, la croissance et la compétitivité?*

**L'industrie européenne a besoin d'un regain de compétitivité obtenu par une maîtrise des prix et de la sécurité d'approvisionnement.** Par voie de conséquence, toute mesure qui induit une dégradation de ces facteurs entraîne une fragilisation du secteur, et donc une perte de croissance, de compétitivité et d'emplois.

**Tant que le développement d'une énergie verte sera réalisée sans signal visible d'une décroissance dans le temps du soutien publique, elle restera dépendante des autres énergies et ne pourra se déployer à grande échelle.** Les politiques énergétiques et climatiques doivent être un cadre clair et incitatif à la fois pour l'effort vers une économie sobre en carbone, mais également à des coûts toujours plus compétitifs.

Par voie de conséquence, le développement de ces énergies renouvelables compétitives ouvrira un marché international. L'exemple de la production de panneaux solaires photovoltaïques par la Chine démontre l'intérêt de développer à faible coût une source d'énergie renouvelable, et par extension des technologies d'efficacité énergétique et de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

- *Quels sont les éléments qui, dans le cadre actuel, attestent de fuites de carbone et celles-ci peuvent-elles être quantifiées? Comment ce problème pourrait-il être traité dans le cadre pour 2030?*

La pression de la compétition internationale est forte sur les secteurs intensifs en énergie de l'UE depuis des décennies. **Ces éléments de compétitivité cruciaux ont contraint les entreprises à investir dans l'efficacité énergétique, l'innovation et la différenciation afin de survivre.**

Sur le secteur de la chimie, on assiste aujourd'hui à une montée en puissance des pays émergents (Chine, Inde et Brésil) en parts de marché, et surtout à l'explosion des hydrocarbures non conventionnels aux Etats-Unis. **Tout cela représente une fuite carbone-énergie qui ne fait que s'aggraver : 100 milliards de dollars seront investis sur 5 ans pour redévelopper la chimie aux Etats-Unis. Cette situation sans précédent fait planer sur le secteur un important risque de contraction.**

Nous estimons qu'il est nécessaire de prendre cette menace très au sérieux sans attendre de pouvoir en mesurer précisément les conséquences, car il serait alors trop tard pour tout un pan de l'industrie chimique européenne, aujourd'hui encore exportatrice.

**L'UIC souhaite que le cadre 2030 ne se base pas sur des hypothèses de croissance des prix de l'énergie pour justifier de calculs de rentabilité et/ou de durabilité des scénarios envisagés.**

La Commission européenne doit prendre des décisions permettant à ses consommateurs de bénéficier de produits réalisés selon les normes de respect de l'environnement qu'elle développe, et non pas entraîner une fuite des capitaux hors de sa zone d'influence réglementaire. Si la production chimique quitte l'Europe, celle-ci perdra un levier fondamental de ses capacités à lutter contre le changement climatique.

- *Quels sont les facteurs spécifiques à l'oeuvre dans les tendances observées en matière de coûts de l'énergie et dans quelle mesure l'UE peut-elle agir sur eux?*

Au niveau européen, nous constatons **un manque de coordination des politiques publiques et des taxes sur l'énergie qui entraînent des distorsions au sein des Etats membres.** Des décisions unilatérales de modifications du mix énergétiques, tel que l'abandon du nucléaire en Allemagne, ont de lourds impacts sur l'ensemble du réseau européen. Une politique commune permettrait de mieux planifier les investissements et de prioriser les efforts nationaux à réaliser pour optimiser la stratégie d'approvisionnement énergétique et de lutte contre le changement climatique de l'UE à moindre coût.

- *Comment tenir compte, dans le cadre des négociations internationales en cours, des incertitudes concernant les efforts que déploieront les autres*

*pays développés et les pays en développement économiquement importants, et le niveau des engagements qu'ils prendront?*

Pendant les premières phases de l'ETS, l'Union Européenne avait aspiré à donner l'exemple pour le reste du monde. Cependant l'échec de la mise en place de la seconde période du Protocole de Kyoto et les incertitudes concernant la possibilité de trouver un accord applicable d'ici 2020 ont prouvé que cela ne suffisait pas.

Pour éviter que les pays acceptant des contraintes de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ne soient fortement désavantagés par rapport aux autres, **il est nécessaire d'adjoindre à la réflexion sur la politique climatique une réflexion sur la gestion des échanges commerciaux**. En effet, quoique complexe, un **mécanisme d'ajustement aux frontières** des zones où les industriels sont soumis à des contraintes carbone apparaît séduisant pour poursuivre des objectifs climatiques ambitieux.

Un certain nombre de points sont à souligner afin de ne pas engendrer plus de problèmes que ces mécanismes n'en résoudraient :

- ☞ Une **taxe carbone aux frontières** serait très probablement **incompatible avec les règles de l'OMC** ;
- ☞ L'instauration d'une « **taxe au carbone ajouté** » ou TVA environnementale serait **lourde et complexe** (par exemple, elle devrait considérer le type d'usage du produit, estimer sa chance d'être recyclé ou de provenir d'un matériel recyclé, ...);
- ☞ Il est évident que **la mise en place d'une telle mesure doit être débattue dans le cadre de la CCNUCC** étant donné le caractère sensible des relations commerciales internationales ;
- ☞ Il est probablement nécessaire de d'abord **homogénéiser les initiatives de taxes carbone au niveau européen** avant de les porter hors de l'Europe. L'UE aurait intérêt à faire office d'exemple sur ce sujet pour la communauté internationale ;
- ☞ Il serait intéressant d'également **envisager des systèmes incitatifs avec avantages fiscaux et douaniers aux produits sobres en carbone** et/ou aidant à la lutte contre le changement climatique.

Le CEFIC, fédération européenne de la chimie, a réalisé en 2013 une étude montrant clairement que **le secteur de la chimie pouvait permettre d'atteindre les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne en 2050, mais uniquement dans un cadre où le prix du carbone est homogène sur l'ensemble des zones économiques mondiales**. Si aucun accord n'est trouvé et que l'UE souhaite décarboner son économie, cela se fera certainement en grande partie en perdant l'industrie sur son sol.

- *Comment renforcer la sécurité réglementaire pour les entreprises tout en intégrant des marges de manoeuvre permettant l'adaptation aux nouvelles circonstances (avancement des négociations internationales sur le climat et évolution des marchés énergétiques, par exemple)?*

Il est nécessaire, pour toute nouvelle politique, de considérer l'inertie des investissements industriels. Il est très important de noter que **les équipements les plus lourds et les plus structurants pour la consommation énergétique de**



**l'industrie ont en général une durée de vie de plusieurs décennies** (une cinquantaine d'années est un chiffre fréquent).

Dès lors, **il faut adapter les contraintes réglementaires en fonction du cycle de vie du parc**, et de la capacité de l'entreprise d'investir dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. L'industrie chimique effectue en effet de nombreux investissements dans le domaine de l'environnement et a besoin de pouvoir capitaliser sur ses équipements neufs. Nous constatons actuellement que les industrielles subissent une véritable « course aux armements » réglementaires qui rend incertaine la viabilité de ses investissements.

**L'assurance que le cadre réglementaire d'un équipement restera stable sur une vingtaine d'années serait un signal très positif pour un industriel pour l'inciter à investir.** Parallèlement, le cadre qui s'applique aux nouveaux investissements peut, lui, évoluer en s'adaptant à la volonté politique et aux révisions des objectifs environnementaux.

- *Comment l'UE peut-elle augmenter la capacité d'innovation des industries manufacturières? Quel rôle peut jouer le produit des enchères de quotas?*

**Tout argent prélevé à l'industrie que ce soit sous forme d'achat de quotas carbone ou sous forme de taxe carbone a un effet récessif si ce produit n'est pas reversé d'une manière ou d'une autre aux acteurs contributeurs sous forme d'une incitation à réduire leur empreinte carbone** (cf Livre Blanc sur l'introduction d'une Contribution Climat-Energie en France).

Le produit des enchères de quotas non pas « peut » mais « doit » être redistribué aux industriels pour promouvoir la recherche, l'innovation, et des projets pour décarboner la production.

Le produit des enchères de quotas du secteur de la production électrique peut, lui, être employé pour partie à des travaux d'efficacité énergétique des secteurs diffus. Il n'est pas soumis aux mêmes contraintes de compétitivité.

- *Comment l'UE peut-elle exploiter au mieux le développement de sources d'énergie locales conventionnelles et non conventionnelles dans les États membres afin de contribuer à réduire les prix de l'énergie et la dépendance à l'égard des importations?*

L'exploitation de ressources d'hydrocarbures, conventionnels ou non, dans les territoires de l'UE permet de **modérer la hausse des prix de l'énergie**, et de **réduire le différentiel de prix par rapport aux autres zones de production**. Ce développement ne doit pas mettre en cause l'effort de l'UE à décarboner son économie. Il s'agit même d'une étape fondamentale d'une économie sobre en carbone en permettant la substitution du charbon par du gaz, à un coût intéressant. Cela permettra à l'Union Européenne de **réduire sa dépendance énergétique**, et donc de **bénéficier de davantage de moyens pour financer sa transition énergétique** sans mettre en danger la compétitivité des industries et le pouvoir d'achat des ménages.

L'UIC préconise l'évaluation exhaustive au niveau européen du potentiel de son sous-sol comme source d'hydrocarbures. Nous rappelons notre attachement à ce que cela ne freine pas l'effort de développement des sources alternatives renouvelables compétitives à long terme.

- *Comment l'UE peut-elle renforcer au mieux la sécurité de l'approvisionnement énergétique en interne, en veillant à ce que le marché intérieur de l'énergie fonctionne pleinement et efficacement (par exemple par le développement des interconnexions nécessaires), et à l'extérieur, par la diversification des voies d'approvisionnement?*

Des efforts ont été faits ces dernières années pour diversifier les sources d'approvisionnement. Le problème de l'assèchement de l'approvisionnement en gaz naturel du Sud-Ouest de l'Europe en raison de la captation du GNL par le Japon suite à la crise énergétique de Fukushima montre bien **l'intérêt à une diversification constante de nos approvisionnements et une interconnexion robuste de nos réseaux.**

Actuellement, en France, le gaz naturel est significativement plus cher (10 à 20% plus cher) en zone Sud qu'en zone Nord. Ce genre d'anomalie, qui est une tendance soudaine et prolongée, doit être endigué en amont par une étude de résilience à divers événements internationaux.

#### **5. Aspects liés aux capacités et à la répartition des efforts**

- *Comment le nouveau cadre doit-il garantir une répartition équitable des efforts entre les États membres? Quelles mesures concrètes peuvent-elles être prises pour tenir compte des différentes capacités de mise en oeuvre de mesures dans le domaine du climat et de l'énergie?*

Les Etats n'ont pas tous fourni le même effort jusqu'à présent, ni ne sont en capacité de le faire. Cependant il doit être clairement établi **qu'aucune distorsion entre marchés ne doit émerger de traitements différenciés.** Nous proposons d'inscrire un principe de convergence à terme des contraintes d'effort dans l'ensemble des pays. La rapidité de cette convergence peut s'exprimer en fonction de l'historique et de la capacité économique et technique du pays concerné.

- *Quels mécanismes peuvent-ils être envisagés pour promouvoir la coopération et une répartition équitable des efforts entre les États membres tout en recherchant le meilleur rapport coût-efficacité dans la réalisation de nouveaux objectifs en matière de climat et d'énergie?*

L'interconnexion des mécanismes tels les certificats blancs (économie d'énergie) permettront, au même titre que le marché du carbone, la répartition de l'effort au moindre coût tout en favorisant le travail sur les installations les plus prioritaires.

- *De nouveaux instruments ou dispositifs de financement sont-ils nécessaires à l'appui du nouveau cadre à l'horizon 2030?*

Nous attirons l'attention de la Commission européenne sur l'empilement et la diversification des instruments incitatifs et dispositifs de financement, ce qui nuit grandement à leur lisibilité. **Nous sommes partisans du regroupement d'un maximum d'initiatives au niveau européen, afin de réduire la complexité du système.** Il doit être facile pour toute entreprise, quelle que soit sa taille, d'avoir accès à l'ensemble des informations sur les aides et financements auxquels elle a droit. Il est nécessaire également de lui proposer des délais de traitement de dossier compatibles avec les contraintes de montage de ses projets industriels.